

## Quel avenir pour l'industrie en France... ?

Conférence de Jean-Louis Levet à Châtelleraut - Jeudi 9 novembre 2006

*Jean-Louis Levet est économiste universitaire. Il a exercé des responsabilités à la direction générale du ministère de l'Industrie, à la présidence de la Caisse des dépôts et consignations, auprès du Premier Ministre, au sein d'un groupe industriel, à la direction du Commissariat général du Plan et à la tête de la Commission nationale des aides publiques aux entreprises. A l'origine du rapport Martre, il a fondé et dirigé l'Afdie et écrit de nombreux ouvrages sur l'intelligence économique et la politique industrielle. Il vient de publier récemment : « Pas d'avenir sans industrie », aux éditions Economica.*

Si l'industrie est omniprésente dans l'actualité économique (Mittal-Arcelor, Bombardier-Alstom,...), ce n'est pas un hasard. C'est, selon Jean-Louis Levet, parce que nous commençons à sortir de deux mythes qui ont fait des ravages en France : le mythe de la société post-industrielle et le mythe de la nouvelle économie. Or, la thèse défendue par cet économiste, qui figure parmi les pionniers de l'intelligence économique en France, est qu'il n'y a pas d'avenir sans industrie. Encore un prêche dans le désert ? Non, si on en croit l'affluence à cette conférence débat organisée par la communauté d'agglomération du pays châtelleraudais grâce à l'impulsion de son président Joël Tondusson et de l'ancien Premier Ministre Edith Cresson. Ce jeudi 9 novembre, des salariés, chefs d'entreprises et citoyens locaux étaient en effet venus débattre dans une salle de conférence bien remplie de cette question vitale, dans une région touchée durement par les délocalisations et autres fermetures de site. Fort brillante, la conférence fut suivie d'un débat de haute volée où la parole circula largement et librement jusqu'aux douze coups de minuit.

« Depuis plusieurs années, en France et dans l'ensemble des pays développés, un débat fait rage sur l'avenir de notre modèle économique et industriel, notamment sur la question de sa pérennité dans un contexte de mondialisation et de concurrence exacerbée avec les pays émergents à bas coûts de main d'œuvre » expliqua en introduction Joël Tondusson. Puis, sans une note, Jean-Louis Levet dressa une heure durant un tableau de la mondialisation et des stratégies industrielles gagnantes. Fort critique sur la politique industrielle actuelle de la France, ses propos firent d'autant plus mouche qu'ils étaient en permanence soutenus par des chiffres et illustrés par des exemples détaillés.

En guise d'introduction, Jean-Louis Levet proposa tout d'abord une analyse du phénomène de mondialisation suivant 4 échiquiers :

- les grands groupes mondiaux ;
- les zones économiques (Union Européenne, ALENA, Asie) ;
- les Etats-nations ;
- les territoires.

L'économiste insista notamment sur l'importance prise aujourd'hui par les fonds de pension et la question problématique du retour sur investissement à court terme dans un monde industriel qui demande de la stabilité et des stratégies à moyen voire long terme. L'exemple de l'accession de Toyota au rang de numéro un mondial de l'automobile devrait pourtant faire

réfléchir. Et d'ajouter que, tout en ayant un discours sur le patriotisme économique, la France fait partie des économies les plus ouvertes. 50% du tissu industriel français serait ainsi sous le contrôle d'investisseurs étrangers... contre 10% pour le tissu industriel américain, 5% pour l'allemand et 0,1% pour le japonais ! Si la mondialisation est une réalité, elle mérite néanmoins une mise à l'échelle... des zones économiques. Par exemple, 85% des exportations des entreprises européennes se réalisent à l'intérieur de l'Union. Dans ce jeu, les Etats-nations ont toujours des cartes importantes à jouer, notamment en termes de recherche, transport, actions sociales et bien sûr de politiques économique et industrielle. Enfin, les territoires, dont certains se trouvent frappés de plein fouet par la mondialisation doivent être conçus comme des espaces collectifs qui se construisent sur le long terme. L'attractivité d'un territoire doit être compris comme un outil au service d'une stratégie. Une évidence ? Faute de stratégie, le moyen devient souvent la fin et l'attractivité n'est plus qu'une question de différentiel de coûts (fiscalité, coût de main d'œuvre notamment).

Selon Jean-Louis Levet, l'intelligence économique demande de pouvoir penser simultanément ces quatre échiquiers et, avant tout, de penser en terme de stratégie. Faisons donc le tour du monde ! Les Etats-Unis ont une véritable politique industrielle. A l'instar du Pentagone, ils savent investir à la hauteur des enjeux et inciter énergiquement les entreprises à trouver une masse critique et à faire des économies d'échelle. Prenons de petits pays. En 15 ans, la Finlande a su passer d'une économie fondée sur le secteur traditionnel du bois à une économie tournée vers l'innovation et la haute technologie, mutation dont Nokia est devenue le symbole. Idem pour l'Irlande, longtemps considérée comme le mauvais élève de la classe Europe. Faut-il préciser que la Chine a longtemps été considérée comme devant être la grande usine du monde ? Oui mais voilà. Le Parti Communiste Chinois ne l'a pas entendu ainsi et a décidé d'investir massivement dans l'intelligence et de planifier son action dans les secteurs stratégiques. Quant à la Russie de Poutine, elle s'est lancée dans une stratégie de conquête offensive et nationalise à tour de bras dans l'énergie. La France va-t-elle dans le bon sens quand elle privatise son entreprise publique de gaz pour préserver une entreprise privée menacée d'une OPA d'un concurrent... italien ! Jean-Louis Levet serait sans doute d'accord avec Alain Juillet pour dire que si le patriotisme économique a un sens, c'est avant tout au niveau européen. Mais, c'est justement là que le bas blesse. L'Union Européenne ne voit la mondialisation que par la libre concurrence et non en terme de politique industrielle. Une erreur économique mais aussi politique. Car peut-on enthousiasmer les peuples uniquement avec des valeurs liées à la libre concurrence ?

Face à ce monde complexe et turbulent, le politique a un rôle à jouer. Et contrairement à ce qu'on peut entendre parfois, son rôle est d'autant plus renforcé que le présent est flou et l'avenir incertain. Sans donner de recettes miracles, Jean-Louis Levet rappelle que la croissance passe par trois points clés :

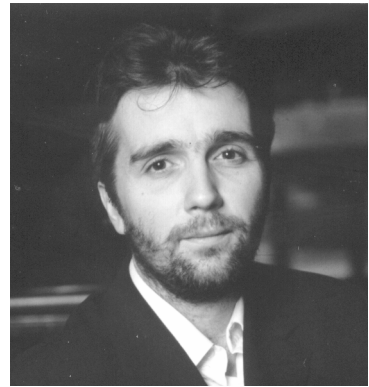
1. une stratégie de développement concertée ;
2. l'investissement dans l'intelligence ;
3. une politique de la concurrence et une politique industrielle qui soient complémentaires.

Mais ceci n'est possible que si l'on se débarrasse au plus vite de trois idées fausses :

1. l'idée d'une division internationale du travail qui, pour être caduque, n'en serait pourtant pas moins enseignée dans les cycles supérieurs (et malheureusement pas seulement en histoire des théories économiques) ;

2. l'obsession d'une concentration dans les hautes technologies quand répondre aux besoins des clients en innovant ne passe pas obligatoirement par ces hautes technologies ;
3. l'idée dangereuse d'un modèle économique performant quand la performance d'un modèle est d'abord liée au projet et aux valeurs qui le sous-tendent.

Tout au long de l'exposé de Jean-Louis Levet et du débat avec la salle, une idée-force est revenue : l'absence de stratégie collective. Une carence qui s'explique notamment par la non-formation de nos élites à la stratégie, un culte de la statistique et du contrôle tatillon au détriment de l'évaluation et de la créativité. Résultat : une incapacité chronique à passer d'une logique de l'adaptation à une logique de l'anticipation.



**Nicolas Moinet**